


L'Asie centrale et la rivalité entre grandes puissances

Other Publication**Author(s):**

Carlson, Brian G. 

Publication date:

2023-07

Permanent link:

<https://doi.org/10.3929/ethz-b-000619546>

Rights / license:

In Copyright - Non-Commercial Use Permitted

Originally published in:

Politique de sécurité: analyses du CSS 327

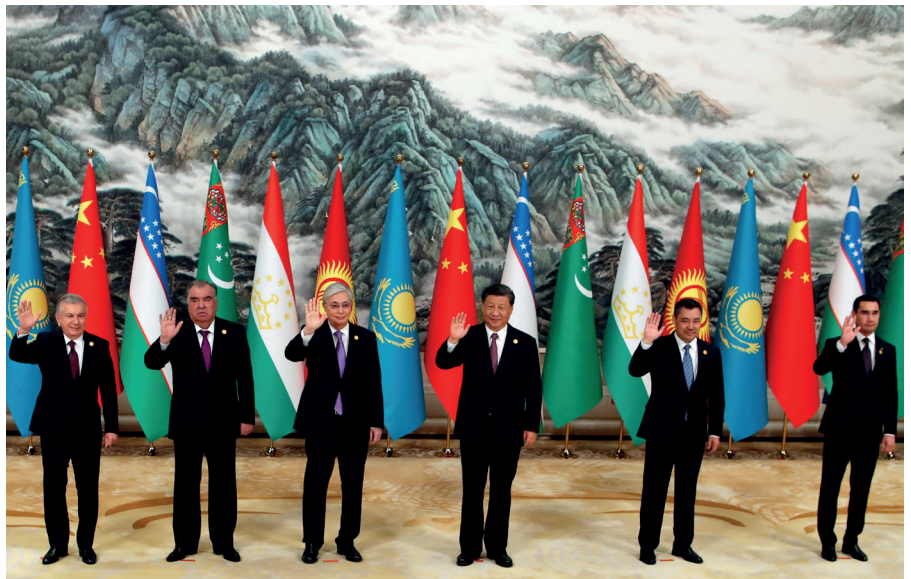
L'Asie centrale et la rivalité entre grandes puissances

La Chine pourrait étendre de façon significative son influence en Asie centrale, comme l'a montré son récent sommet avec les dirigeants de la région. Cette situation est source d'opportunités et de défis pour les pays d'Asie centrale, qui doivent gérer les effets de la rivalité entre grandes puissances.

Brian G. Carlson

Les événements qui ont récemment marqué les relations entre grandes puissances, notamment le retrait des États-Unis d'Afghanistan et l'enlisement de la Russie dans sa guerre en Ukraine, ont ouvert la voie à une vaste expansion de l'influence chinoise en Asie centrale. C'est ce qui ressort du sommet Chine-Asie centrale organisé à Xi'an, en Chine, les 18 et 19 mai derniers. Au cours de cette rencontre, la Chine s'est engagée à fournir une nouvelle aide au développement à hauteur de 3,6 milliards de dollars US, ainsi qu'à coopérer sur les questions de sécurité régionale. L'engagement de la Chine crée à la fois des opportunités et des défis pour les pays de la région, qui accueillent favorablement ses investissements et son aide économique, mais s'inquiètent de son influence croissante.

Le noyau de l'Asie centrale est constitué de cinq pays devenus indépendants après l'éclatement de l'Union soviétique: le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Pour l'Europe et l'Occident, cette région joue un rôle majeur sur un éventail de sujets, notamment l'énergie et la connectivité de la masse continentale eurasiennne. Les pays d'Asie centrale mènent traditionnellement des politiques étrangères «multivectorielles» visant à renforcer leur souveraineté en établissant des relations équilibrées avec les puissances extérieures. Cependant, l'intensification de la rivalité entre grandes



Le président chinois Xi Jinping et les dirigeants d'Asie centrale lors du sommet Chine-Asie centrale en mai 2023 à Xi'an, Chine. *Florence Lo / Reuters*

puissances au niveau mondial est en passe de compliquer ces efforts.

Le déclin de l'influence occidentale dans la région, la confrontation entre la Russie et l'Occident, la rivalité accrue entre les États-Unis et la Chine et le partenariat sino-russe de plus en plus étroit sont autant de facteurs qui entraînent des effets profonds sur l'Asie centrale. Le retrait des États-Unis et de leurs alliés d'Afghanistan en août 2021 a considérablement érodé l'influence

américaine et occidentale en Asie centrale, déjà en recul depuis plusieurs années. L'invasion de l'Ukraine six mois plus tard, qui a rapidement affaibli la Russie et détourné son attention, pourrait également infléchir le poids de Moscou en Asie centrale. Le sommet Chine-Asie centrale s'est tenu en même temps que le sommet du G7 à Hiroshima, au Japon, au cours duquel les États-Unis ont cherché un appui à leur politique à l'égard de la Chine. La Chine et la Russie, pour leur part, continuent de se livrer à une

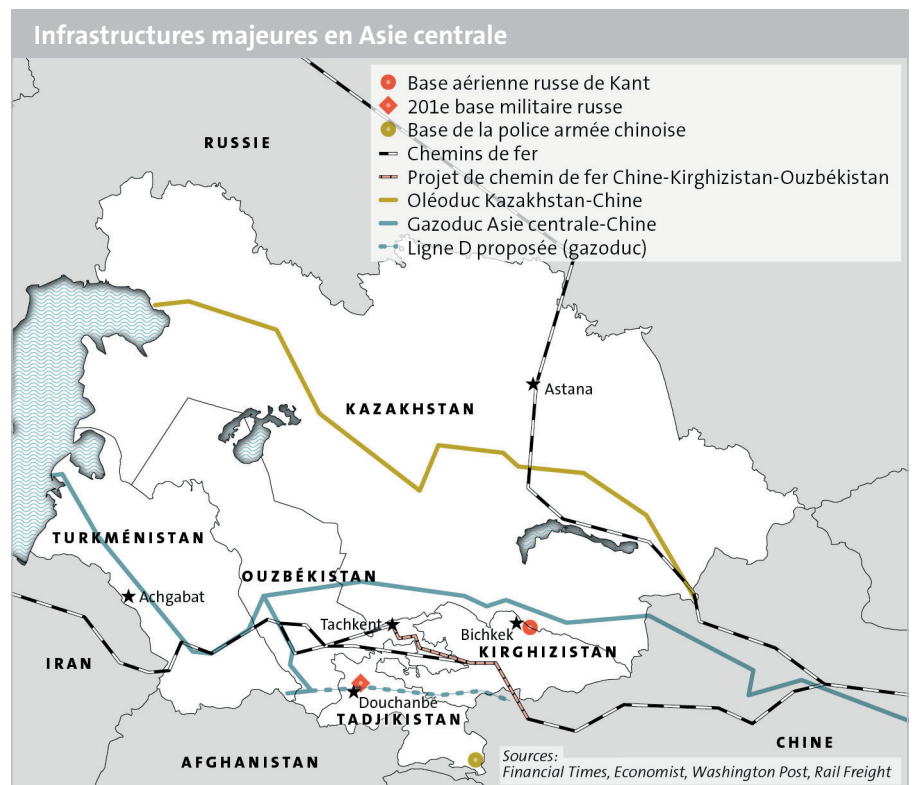
concurrence discrète pour asseoir leur influence en Asie centrale, tout en aplanissant les tensions qui en découlent dans l'intérêt de leur partenariat global. La façon dont les pays de la région réagiront à ces évolutions constituera un test important pour leur diplomatie.

L'influence russe en question

La Russie, qui a régné sur l'Asie centrale de l'époque des conquêtes tsaristes au milieu du XIX^e siècle jusqu'à l'éclatement de l'Union soviétique, considère traditionnellement cette région comme son pré carré. Elle y exerce toujours un poids considérable sur les questions liées à l'énergie et à la sécurité. Certains indices laissent toutefois penser que l'influence russe en Asie centrale s'est affaiblie depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022. De fait, aucun pays d'Asie centrale n'a approuvé l'invasion ou l'annexion du territoire ukrainien par la Russie. L'agression russe contre l'Ukraine a suscité des inquiétudes quant aux intentions de Moscou vis-à-vis des pays de la région, en particulier au Kazakhstan, qui possède une longue frontière commune avec la Russie et abrite une importante population d'origine russe, principalement concentrée au nord de l'État. Les pays d'Asie centrale ont accueilli beaucoup d'hommes russes cherchant à échapper à la conscription.

La guerre en Ukraine a également remis en question le rôle de principale pourvoyeuse de sécurité en Asie centrale traditionnellement assumé par la Russie. Ses échecs retentissants en Ukraine ont soulevé des doutes sur sa puissance militaire et sa capacité à assurer la sécurité dans la région. En outre, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dont la Russie est la cheffe de file, a failli à certains moments clés. En septembre 2022, lorsque des combats ont éclaté entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, tous deux membres de l'OTSC, la Russie n'a pas déclenché d'intervention de l'organisation afin de rétablir la paix et la stabilité. À peu près au même moment, dans d'autres anciens territoires de l'Union soviétique, la Russie n'a pas répondu à la demande de soutien de l'Arménie, également membre de l'OTSC, face à la reprise des combats avec l'Azerbaïdjan. Ces épisodes ont suscité de sérieux doutes quant à la capacité de la Russie à garantir la stabilité dans le Caucase et en Asie centrale.

Dans ce contexte, les pays centrasiatiques ont pris des mesures pour réduire leur dépendance vis-à-vis de Moscou et pour accroître leur liberté de manœuvre. Le



Kazakhstan a été le plus actif à cet égard. Ces efforts sont d'autant plus notables qu'au début du mois de janvier 2022, six semaines seulement avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Kazakhstan avait fait appel à des troupes russes opérant dans le cadre de l'OTSC pour réprimer un soulèvement national. À la suite de l'invasion russe en Ukraine, le Kazakhstan a conclu un accord de partage de renseignements avec la Turquie, membre de l'OTAN. Il a consolidé ses relations avec l'Ouzbékistan, son rival historique dans la région, sous la houlette duquel les pays d'Asie centrale ont

La Russie conserve d'importants leviers dans la région, en particulier sur les questions de sécurité.

organisé des réunions pour discuter de la coopération régionale sur les aspects liés aux infrastructures et autres. L'objectif de cette démarche était de renforcer leur posture collective face aux puissances extérieures.

Le Kazakhstan semble également chercher l'appui de la Chine. En septembre 2022, le président chinois Xi Jinping s'est rendu dans le pays avant d'assister au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai

(OCS) à Samarcande, en Ouzbékistan. Lors de cette visite, il a indiqué que la Chine soutenait la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kazakhstan. Il a fait plus tard une déclaration similaire à propos du Kirghizistan. Même si elles sont loin de constituer des garanties formelles de sécurité, ces paroles semblent être une tentative de la Chine d'apaiser les inquiétudes régionales concernant les intentions de la Russie.

Malgré ces signes pouvant trahir une perte d'influence, la Russie conserve d'importants leviers dans la région, en particulier sur les questions de sécurité. Outre son rôle moteur au sein de l'OTSC, la Russie contrôle la base aérienne de Kant au Kirghizistan, ainsi que la 201e base militaire au Tadjikistan, qui

constitue sa plus grande base militaire à l'étranger. La Russie conserve des liens économiques étroits avec l'Asie centrale et certaines économies de la région dépendent toujours dans une large mesure des fonds envoyés par leurs ressortissants travaillant en Russie. Vladimir Poutine s'est rendu dans les cinq pays d'Asie centrale en 2022, ce qui montre sa volonté de maintenir l'influence russe sur la région. Les dirigeants de ces cinq pays ont assisté aux célébrations du Jour de la Victoire à Moscou le 9 mai

dernier, malgré le risque que leur présence soit vue comme un signe de soutien à la guerre en Ukraine menée par la Russie. Quatre d'entre eux n'ont décidé de s'y rendre qu'après un appel téléphonique de dernière minute de la part de Poutine. Leur présence montre qu'ils ne peuvent pas se permettre d'offenser le président russe et doivent rester attentifs à ses désirs.

L'influence croissante de la Chine

L'influence de la Chine en Asie centrale s'intensifie depuis plusieurs années. En septembre 2013, Xi Jinping a prononcé un discours à Astana, au Kazakhstan, annonçant la création de la ceinture économique de la route de la soie, l'une des composantes de l'initiative des nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*, BRI). L'influence croissante de la Chine dans la région est visible dans plusieurs domaines, notamment l'énergie, les infrastructures et, de plus en plus, les questions de sécurité.

La Chine s'est établie comme un acteur majeur du secteur de l'énergie en Asie centrale. Ce processus a commencé bien avant la naissance des nouvelles routes de la soie. L'oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine est entré en service en 2005. Même s'il ne transporte que de faibles volumes, il constitue une source sûre d'approvisionnement terrestre en pétrole brut. Le gazoduc entre l'Asie centrale et la Chine fonctionne depuis 2009. Trois lignes parallèles suivent désormais cet itinéraire, partant des gisements de gaz du Turkménistan et traversant l'Ouzbékistan et le Kazakhstan avant d'entrer sur le territoire chinois. Une quatrième ligne, appelée «ligne D», suivrait un tracé différent à travers le Turkménistan et le Tadjikistan pour arriver jusqu'en Chine. Lors du sommet de Xi'an, Xi Jinping a appelé à accélérer la construction de la ligne D, qui a connu d'importants retards.

Les projets d'infrastructure mis en œuvre par la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie ont notamment pour objectif de renforcer les connexions avec les marchés européens. Un corridor ferroviaire septentrional reliant la Chine à l'Europe, en passant par le Kazakhstan, la Russie et le Bélarus, devait constituer un axe de transport majeur. Du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cependant, la Chine n'a pas pu utiliser cet itinéraire pour accéder à l'Europe par le nord. Elle s'est donc tournée vers un corridor médian passant par l'Asie centrale et évitant le territoire russe. La Chine fait désormais pression pour que soit achevé le chemin de fer Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan, en

discussion depuis longtemps. La Chine pourrait expédier des marchandises par le rail vers le Turkménistan, l'Iran, la Turquie et l'Europe. Cette ligne ferroviaire améliorerait la connectivité de l'Asie centrale en interne et avec d'autres régions. Elle illustre les bénéfices que les pays d'Asie centrale peuvent tirer des investissements chinois, même s'ils s'inquiètent des conséquences de l'influence croissante de la Chine sur leurs territoires.

L'influence de la Chine en Asie centrale s'accroît également sur les aspects liés à la sécurité. Depuis 2001, la Chine, la Russie et quatre des pays d'Asie centrale coopèrent sur les questions de sécurité régionale dans le cadre de l'OCS, qui vise à lutter contre ce que la Chine appelle les «trois maux», à savoir le séparatisme, le terrorisme et l'extrémisme. La Chine et la Russie semblent s'être tacitement réparti les rôles avec Moscou comme principale pourvoyeuse de sécurité dans la région et Pékin comme moteur du développement économique.

Depuis 2016, cependant, la Chine a également élargi sa coopération en matière de sécurité avec le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan, tous situés à sa frontière occidentale. Son but premier est d'empêcher les sources d'instabilité, en particulier celles provenant d'Afghanistan, de déborder sur son territoire. Pékin a lancé ce format lorsque le précédent gouvernement afghan était encore au pouvoir, et continue à rechercher la coopération des talibans sur ces questions. La Chine est préoccupée par la stabilité de sa région occidentale du Xinjiang, où elle est accusée d'avoir placé au moins un million d'Ouïghours et autres membres de minorités ethniques musulmanes dans des camps d'internement. Au Tadjikistan, seul pays d'Asie centrale frontalier à la fois de la Chine et de l'Afghanistan, la Chine a renforcé les postes-frontières, formé des gardes-frontières et même établi une base pour sa Police armée du peuple (PAP). Pékin souhaite ainsi empêcher les organisations terroristes, les forces séparatistes ouïghoures ou d'autres sources d'instabilité d'utiliser l'Asie centrale comme base pour lancer des opérations dans le Xinjiang.

Des tensions contenues

En renforçant leur partenariat ces dernières années, la Chine et la Russie sont parvenues à atténuer les sources éventuelles de tension en Asie centrale. Les deux puissances ont en effet un objectif commun

supérieur: s'opposer aux États-Unis et modifier l'ordre mondial afin qu'il soit plus en accord avec leurs préférences. Elles cherchent donc à éviter qu'une divergence d'intérêts en Asie centrale vienne interférer avec leur partenariat plus global. Malgré les inquiétudes de la Russie quant à la montée en puissance de la Chine dans la région, les intérêts des deux pays y sont largement compatibles. En mars de cette année, lors de la visite de Xi Jinping à Moscou, les deux pays ont publié une déclaration commune dans laquelle ils affirmaient leur intérêt et leur désir partagés de coopérer en Asie centrale.

La Chine et la Russie y restent concurrentes, mais pas de façon ouverte. En faisant la promotion de l'Union économique eurasiatique (UEE) qui intègre deux pays d'Asie centrale, le Kazakhstan et le Kirghizistan, la Russie avait notamment pour but de contrer l'influence économique de la Chine par l'instauration de barrières douanières communes autour des pays membres. Moscou a également résisté aux appels de Pékin en faveur d'une banque de développement et d'une zone de libre-échange au sein de l'OCS, craignant que ces propositions favorisent considérablement la péné-

L'influence de la Chine en Asie centrale s'intensifie depuis plusieurs années.

tration économique de la Chine dans la région. À la fin de l'année dernière, Vladimir Poutine a relancé ses appels de longue date à la création d'une union gazière dans la région en proposant une association trilatérale avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Selon certains experts, son véritable objectif pourrait être de contrôler les exportations de gaz d'Asie centrale vers la Chine. Cette hypothèse est toutefois peu probable, dans la mesure où la Chine détient une participation majoritaire dans le gazoduc qui relie son territoire à l'Asie centrale et pourrait s'opposer à un tel accord.

Dans le domaine des infrastructures, la Russie sera perdante si des voies ferrées et des autoroutes sont construites en contournant son territoire. L'achèvement de la ligne ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan n'est donc pas forcément dans son intérêt. Le rôle croissant de la Chine dans la sécurité de la région constitue également une source potentielle d'inquiétude pour la Russie. La présence chinoise au Tadjikistan vise essentiellement à assurer la sécurité dans la zone frontalière des deux pays avec

l'Afghanistan. Cependant, la Chine a aussi réalisé d'importants investissements au Tadjikistan, où elle a construit des routes et des tunnels, exploite des mines d'or et d'autres minerais, et construit même le bâtiment qui abritera le parlement du pays. Au fil du temps, elle pourrait donc voir un intérêt à renforcer sa présence en matière de sécurité afin de protéger ces investissements. Si la Russie s'avère incapable de garantir la sécurité dans la région et que la Chine vient combler cette brèche, cela pourrait remettre en question une entente potentielle sur la répartition de leurs rôles en Asie centrale.

Pour l'heure, toutefois, ces éventualités ne perturbent pas la relation entre les deux puissances. Alors que sa guerre en Ukraine s'essouffle, la Russie devient de plus en plus dépendante de la Chine et peut difficilement contrer l'influence croissante de cette dernière en Asie centrale. La Chine, pour sa part, reste attachée à son partenariat avec la Russie face aux États-Unis. Elle a donc intérêt à rassurer celle-ci et à éviter de l'aliéner en poursuivant ses intérêts en Asie centrale. Cet engagement commun à contenir les sources potentielles de tension en Asie centrale devrait perdurer dans un avenir proche.

Réponse de l'Asie centrale

Tout au long de leur histoire depuis l'indépendance, les pays d'Asie centrale ont très bien réussi à gérer leurs relations avec les grandes puissances. Loin d'être les pions d'un nouveau «grand jeu», ils sont parvenus à préserver et à renforcer leur souveraineté nationale, tout en évitant d'être dominés par des puissances extérieures. La situation pourrait toutefois se compliquer dans les années à venir, avec le risque ultime de devenir des États clients de la Chine.

À mesure que la Chine et la Russie se rapprocheront, les pays d'Asie centrale auront de plus en plus de difficulté à les mettre en opposition. Les deux puissances feront cer-

Les pays d'Asie centrale devront relever de grands défis pour gérer les tensions entre grandes puissances.

tainement preuve de retenue dans leurs initiatives pour tester leur pouvoir mutuel en Asie centrale, ce qui limitera les possibilités d'exploiter leurs divisions pour les pays de la région. De surcroît, le durcissement de la rivalité entre les États-Unis et leurs alliés et partenaires, d'une part, et la Chine et la Russie, d'autre part, place les pays centraux dans une position difficile.

Les pays d'Asie centrale restent attachés à leurs relations avec les États-Unis et l'Europe, qui soutiennent leur aspiration à consolider leur souveraineté et à éviter la domination de la Chine ou de la Russie. Les États-Unis et l'Union européenne ont récemment organisé des réunions de haut niveau avec les pays d'Asie centrale. Cependant, l'ampleur de l'aide et des investissements proposés par les deux puissances est loin d'égaliser les promesses de la Chine. Les États-Unis, par exemple, ont offert 25 millions de dollars d'aide économique en février. En outre, les pays d'Asie centrale souhaitent éviter de se trouver mêlés aux rivalités entre grandes puissances. La guerre en Ukraine les a mis dans une position difficile en les soumettant à la fois aux admonestations des pays occidentaux, pour qu'ils n'aident pas la Russie à contourner les sanctions, et à la pression russe, pour qu'ils limitent leur coopération avec l'Occident.

Une intensification des tensions entre les États-Unis et la Chine exercerait une pression similaire sur les pays d'Asie centrale, surtout dans l'éventualité d'une crise telle qu'une guerre à propos de Taïwan. Les États-Unis souhaiteraient alors probablement que les pays de la région réduisent leurs liens économiques avec la Chine, mais il serait trop risqué de contrarier ainsi leur puissant voisin. Conscients de ces inquiétudes au niveau régional, les responsables américains et européens évitent généralement d'évoquer publiquement la rivalité avec la Chine en Asie centrale. Ils se concentrent plutôt sur les possibilités prometteuses de coopération avec les pays de la région dans une variété de domaines tels que le commerce, l'agriculture, l'énergie propre, les échanges entre les peuples et bien d'autres encore.

Les pays d'Asie centrale devront relever de grands défis pour gérer les tensions entre grandes puissances et éviter d'être entraînés dans ces rivalités. Comme l'a dit récemment un spécialiste de la région, «quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui en souffre». La période qui s'ouvre mettra probablement à l'épreuve la dextérité diplomatique des pays d'Asie centrale et leur capacité à mener des politiques étrangères multivectorielles dans ce nouveau contexte de rivalité entre grandes puissances.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Brian G. Carlson est chef de l'équipe «Global Security» au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zürich.